



PRÉFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction de la Citoyenneté

Bureau de la réglementation  
générale et de la circulation  
routière

**DECISION FAVORABLE**  
**DOSSIER N° 362**  
**PROCEDURE AEC**

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Nord,

Aux termes du procès-verbal et de ses délibérations en date du 13 avril 2018 prises sous la présidence de Monsieur Thierry MAILLES, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, représentant Monsieur le préfet empêché,

Vu la loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie du 4 août 2008, notamment son article 102,

Vu la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu le code de commerce et notamment ses articles L.750-1 et suivants, ainsi que R.751-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.142-1, ainsi que L.425-4,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-25,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial,

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2015 modifié par l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2017 instituant la commission départementale d'aménagement commercial du Nord – CDAC,

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 par lequel Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, donne délégation de signature à Monsieur Thierry MAILLES en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord, délégation régulièrement publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n° 245 du 2 novembre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 par lequel Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, organise la suppléance de la présidence de la CDAC et autorise Monsieur Thierry MAILLES, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord à présider la CDAC du Nord, arrêté régulièrement publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord sous le n°265 du 28 novembre 2017,

Vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de la SCI DU PASSAGE DE FAIDHERBE portant extension de 160 m<sup>2</sup> de surface de vente du magasin « MAISONS DU MONDE » à LILLE, 11-15 Rue Faidherbe, pour atteindre une surface de vente totale de 1 764 m<sup>2</sup>, enregistrée le 12 mars 2018 sous le numéro 362 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2018 précisant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial du Nord pour l'examen de la demande susvisée,

Vu le rapport d'instruction présenté par la direction départementale des territoires et de la mer du Nord (DDTM),

Après avoir délibéré, assistée de Monsieur Jean-Philippe CARRÉ, représentant le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord,

Considérant que la CDAC se prononce sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable, de protection des consommateurs et, à titre accessoire, en matière sociale, conformément aux critères d'évaluation énoncés à l'article L.752-6 du code de commerce,

Considérant qu'en termes d'aménagement du territoire et de développement durable, la DDTM émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de la SCI DU PASSAGE DE FAIDHERBE portant extension de 160 m<sup>2</sup> de surface de vente du magasin « MAISONS DU MONDE » à LILLE, 11-15 Rue Faidherbe, pour atteindre une surface de vente totale de 1 764 m<sup>2</sup>,

Considérant que le projet situé en centre-ville de Lille est à proximité des transports en commun et accessible en « modes doux »,

Considérant que le projet apporte un confort d'achat aux consommateurs en améliorant la lisibilité de l'agencement,

### **A DÉCIDÉ D'ACCORDER**

lors de sa séance en date du 13 avril 2018, l'autorisation d'exploitation commerciale à la SCI DU PASSAGE DE FAIDHERBE portant extension de 160 m<sup>2</sup> de surface de vente du magasin « MAISONS DU MONDE » à LILLE, 11-15 Rue Faidherbe, pour atteindre une surface de vente totale de 1 764 m<sup>2</sup>, **par 8 votes sur les 13 membres que compte la commission**, la représentante du Président du Conseil régional des Hauts-de-France, le représentant du Conseil Départemental du Nord, le représentant du syndicat mixte du ScoT de Lille Métropole, le représentant de la commune d'ARRAS (62) et la personnalité qualifiée du collège Consommation du Pas-de-Calais étant excusés, l'avis favorable n'étant émis qu'à condition de recueillir 6 votes favorables.

portée par la société  
SCI DU PASSAGE DE FAIDHERBE  
22 Rue du Docteur Lancereaux  
75008 PARIS

représentée par  
Mme Séverine TANGUY  
Email : severine.tanguy@eu.aew.com

#### **Ont voté POUR le projet :**

##### **Au titre des élus locaux :**

Monsieur Franck HANOI, adjoint au maire de LILLE

Monsieur Daniel BOUREL, représentant de la Métropole Européenne de Lille

Monsieur Thierry ROLLAND, Maire de WILLEMS, représentant les maires du Nord

Monsieur André FIGOUREUX, Maire de WEST-CAPPEL, représentant les intercommunalités du Nord

Au titre des personnalités qualifiées :

Monsieur Robert BREHON, personnalité qualifiée du collège CONSOMMATION

Monsieur Henri DELBARRE, personnalité qualifiée du collège CONSOMMATION

Monsieur Benoît PONCELET, personnalité qualifiée du collège DEVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur Jean-Daniel VAZELLE, personnalité qualifiée du collège DEVELOPPEMENT DURABLE

Fait à Lille, le 3 MAI 2018

Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général Adjoint



Thierry MAILLES

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

*Dans un délai d'un mois, devant la commission nationale d'aménagement commercial - Bureau de l'aménagement commercial - secrétariat de la CNAC - Bâtiment 4 - 61 boulevard Vincent Auriol - Teledoc 121 - 75703 PARIS CEDEX 13. Ce délai court dans les conditions définies ci-après :*

- Pour le demandeur, à compter de la date de notification de la présente décision,
- Pour le préfet et les membres de la commission visés à l'article L.752-17 du code de commerce, à compter de la date de la réunion de la commission,
- Pour toute autre personne ayant intérêt à agir, à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article R.752-19 du code de commerce.

**La saisine de la commission nationale est un préalable obligatoire à un recours contentieux à peine d'irrecevabilité de ce 5 dernier.**